

LE TEMPS

HISTOIRE Samedi 15 août 2015

Marignan, côté François Ier

PAR PAR SYLVIE ARSEVER

A l'occasion du 500^e anniversaire du combat effroyable qui a opposé les troupes du monarque français aux mercenaires suisses, défenseurs du duc de Milan, deux historiens s'interrogent sur le sens de la guerre et sur le rôle de la royauté au XVI^e siècle. De quoi s'éloigner plus encore de la théorie d'une prétendue naissance de la neutralité helvétique en 1515



1515. C'est une date qui sonne bien, facile à mémoriser. Une date à laquelle il est tentant d'articuler un changement majeur du paysage historique – et qui présente, vu de Suisse, l'avantage supplémentaire de tomber deux cents ans tout ronds après

l'improbable victoire des Confédérés sur Léopold d'Autriche à Morgarten. Le début de l'année du cinq-centenaire a ainsi été marqué, en Suisse, par le débat spéculatif qui a opposé l'UDC à la majorité des historiens sur la théorie d'une prétendue naissance de la neutralité helvétique sur le champ de bataille de Marignan. La publication en France de deux ouvrages consacrés, l'un à cette dernière et l'autre à la défaite de Pavie dix ans plus tard, est l'occasion de changer d'air.

L'auteur du premier s'efforce de s'écarter d'un point de vue trop hexagonal et utilise Marignan comme une sorte d'arrêt sur image, une fenêtre d'où regarder l'histoire en train de s'écrire en détaillant tous les ingrédients: ambitions humaines, valeurs morales, capacités organisationnelles et technologiques, intérêts et structures politiques, capacités économiques... Sans négliger la place de ce grand oublié de nombreux récits historiques: le hasard, sans lequel tout pourrait toujours basculer de l'autre côté.

Fraîchement monté sur le trône, François 1er a besoin d'une victoire pour asseoir sa renommée. Il la cherche en Italie, où la France revendique Milan et Naples. Le prince par excellence de la Renaissance s'en va en guerre avec des idéaux médiévaux, incarnés par le chevalier Bayard qui l'aurait, assure la propagande royale, adoubé à l'issue de la bataille. Cet idéal qui le porte au milieu de la mêlée sera très sérieusement remis en question après sa capture à Pavie. Et surtout, il ne détermine guère les réalités de l'affrontement.

La première, souvent occultée, est économique. Entretenir des troupes coûte cher et lever des impôts est difficile. Le roi de France est le mieux loti à cet égard, fort de prélèvements fiscaux relativement peu contestés sur une population nombreuse. Il dispose d'une armée permanente dont les points forts sont la cavalerie et l'artillerie. Pour l'infanterie, il se repose en bonne partie sur le recours aux mercenaires dont le prix de revient est très inférieur à celui des troupes régulières. Mercenaires le plus souvent suisses.

Ces derniers sont craints sur tous les champs de bataille européens. Vigoureux, la tête près du bonnet, peu disciplinés mais d'une rare férocité et d'un inépuisable courage, l'auteur voit en eux les représentants d'une conception primitive de l'usage de la force. Alors que les Etats européens en voie de formation s'efforcent de s'assurer un certain monopole sur cette dernière, les Confédérés continuent de vivre au rythme des vendettas tribales. Ils forment, sur appel, des troupes d'infanterie avides d'en découdre, soudées par un sens aigu de la camaraderie et de l'honneur. Présents contre rémunération dans la plupart des affrontements, ils manquent de moyens pour mener leurs propres guerres et résistent mal aux occasions de pillage.

Aux contingents des cantons s'agglomèrent les Freiknechte, qui s'arment et font la guerre pour leur propre compte.

A Marignan, François Ier a dû engager des lansquenets (Landsknechte) d'Allemagne du Sud et des Pays-Bas car les Suisses sont dans le camp adverse. Alliés au duc de Milan, qui, bon gré, mal gré, les paie grassement pour assurer sa protection, ils ont récemment acquis les bailliages communs du Tessin, ce qui leur a ouvert l'appétit. Dans la première moitié de l'année, ils ont difficilement conclu des alliances avec le roi d'Aragon, l'empereur et le pape. L'apport de ces derniers est avant tout économique, les Confédérés assumant, au bout du compte, la totalité des combats. Divisés entre oligarchies urbaines et ligues paysannes, peu contraints par un pacte confédéral qui laisse une grande autonomie aux cantons, y compris en matière de politique étrangère, ces derniers ne font pas des alliés très sûrs. Le 8 septembre, François Ier avançant à grands pas dans le Milanais, leur moral gravement affecté par le retard des soldes promises, les capitaines des contingents de Berne, Soleure et Fribourg pactisent avec les Français à Gallarate et se retirent des combats. Le reste des Confédérés ont été retenus d'en faire autant par l'intervention vigoureuse de Matthieu Schiner, prince-évêque de Sion aussi attaché au pape qu'opposé à la France. Même s'ils sont bien seuls – l'auteur estime leurs effectifs à 25 000 hommes contre trois fois autant de Français auxquels viendront s'ajouter en dernière minute des renforts vénitiens –, l'issue de la bataille reste longtemps incertaine. Acquise au prix d'un véritable massacre, la victoire de François Ier sera éphémère: sa capture à Pavie, dix ans plus tard, sonnera pour longtemps le glas des ambitions françaises dans la Péninsule. Quant aux Suisses, ils finiront, au terme d'une année d'atermoiements, par accepter les conditions déjà proposées à Gallarate en signant le traité de Fribourg. Leurs possessions au sud des Alpes sont pour l'essentiel sauvées. Ils obtiennent en outre des avantages commerciaux et douaniers en France. En retour, ils s'engagent à fournir des soldats à la couronne mais ne perdent pas le droit de se mettre, moyennant finance, au service d'autres princes. Une possibilité dont ils ne se priveront pas: à Pavie déjà, on les retrouve des deux côtés du front, ce qui permettra aux chroniqueurs français de mettre la défaite sur le compte de leur versatilité.